



BUREAU COMMUNAUTAIRE

30 NOVEMBRE 2023

DECISION N° 2023-137-DB

Le trente novembre deux mille vingt-trois à 17h30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'Amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-quatre novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE (sauf 138)

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET (sauf 138), Michel PATTEE (présidence 138), Nicole MOISY (sauf 138), Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE (de 138 à 145), Grégory PIERRE (116 et 142 à 145), Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Christian RUAAULT (sauf 138), Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués : Sophie TUBIANA, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 118 à 138), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME (sauf 138), Gérard POLICE (de 116 à 137), Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON (de 116 à 138), Pierre de BOUTRAY, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD (sauf 138), Jean-François MIGLIERINA

Absents(s) / Excusé(s) :

Jérôme HARRAULT, Sandrine LION, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Loïc BIDAULT, Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN, Alain BOISSONNOT, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Benoit LEDOUX, Gilles ROUSSILLAT, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sandrine LION à Jean-François MIGLIERINA, Thomas GUILMET à Gregory PIERRE (116 et de 142 à 145), Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET CLAISSE (sauf 138), Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Arnel FROGET à Sylvie PRISSET (sauf 138), Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME (sauf 138), Gérard POLICE à Christian RUAAULT (de 139 à 145), Isabelle ISABELLON à Pierre de BOUTRAY (de 139 à 145)

Secrétaire de séance : Eric LEFIEVRE

	DB 116	DB 117	DB 118 à 137	DB 138	DB 139 à 141	DB 142 à 145
Membres en exercice	52	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27	27
Présents	36	35	36	30	33	34
Absents - Excusés	16	17	16	22	19	18
Pouvoirs	7	6	6	3	8	9
Votants	43	41	42	33	41	43

CONVENTION AVEC L'ETAT POUR LA GESTION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL DU THOUET

Le 12 mars 1971, l'État a confié au syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien du Thouet la concession du Domaine Public Fluvial (DPF) du Thouet. A la dissolution du syndicat, la concession a été reprise par la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, puis ensuite par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. Cette concession est arrivée à terme le 12 mars 2021.

Dans le prolongement de cette première concession, l'État propose d'établir une convention de gestion du domaine public fluvial au profit de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL). Cette convention serait établie pour une durée de cinq ans à partir du terme de la concession précédente, qui est aujourd'hui caduque, soit du 13 mars 2021 jusqu'au 12 mars 2026. La convention pourra être renouvelée par tacite reconduction pour une durée de 1 an valable 3 fois au maximum (soit 3 ans - échéance au 12 mars 2029).

Ainsi, la CASVL sera chargée pendant la durée de la convention, d'assurer, sur le DPF du Thouet, le libre écoulement des eaux et des sédiments, l'hygiène publique, la protection, la restauration et la

mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que la satisfaction des besoins de l'agriculture, de la pêche, de la chasse et du tourisme.

La CASVL sera chargée d'instruire les utilisations et occupations du domaine public et percevra toutes les taxes et redevances afférentes.

Dans l'intérêt d'une correcte gestion du Thouet, la CASVL sera tenue de soumettre au Préfet :

- les projets d'exécution de nouveaux ouvrages et les modifications des ouvrages existants.
- les projets d'entretien des ouvrages qui doivent faire l'objet d'une instruction au titre de la loi sur l'eau,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L2111-10, L2122-1 à L2122-4, L2123-2, L2124-12, L2125-7, L2131-2, L2311-1, R2123-1 à R2123-8, R2125-7 à R2125-13 ainsi que ceux mentionnés dans le présent document ;

Vu le code du domaine de l'État, notamment les articles A12 à A39 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.436-4, L422-1, L422-10, D422-97 à D422-113, R214-1 et R435 à R437-3-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi locale du 2 juillet 1891, modifiée par celle du 22 avril 1902, concernant l'utilisation des eaux et la défense contre les eaux ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le titre V de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relatives aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 87-480 du 30 juin 1987 relatif à la gestion des cours d'eau et ouvrages hydrauliques domaniaux ;

Vu le décret n° 2012-1556 du 28 décembre 2012 la liste des mesures temporaires d'interruption ou de modification des conditions de la navigation pouvant être prises par le gestionnaire de la voie d'eau ;

Vu le décret du 12 mars 1971 relatif à la concession du Thouet ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2022 modifiant le périmètre du site Natura 2000 Loire des Ponts de Cé à Montsoreau et y incluant désormais une grande partie de la vallée du Thouet ;

Vu l'information donnée lors de la Commission « Cycle de l'eau » sous-commission GEMAPI et Biodiversité en date du 9 novembre 2023 ;

Considérant que la signature de cette concession permet à la CASVL de poursuivre ses missions sur le Thouet.

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la convention pour la gestion du domaine public fluvial du Thouet proposé par les services de l'État.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention et tous les documents y afférant

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 42 - Contre : 0 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saur Val de Loire
Maire de la Ville de Saur

Jackie GOULET CLASSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »